

ANNEXE 7 - BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR MÉTIER DE L'EAU

Session 2024

ORGANISATION DE LA SOUS-ÉPREUVE E51 Projet technique et démarche QSE

Note aux évaluateurs

Il est exigé de la part des évaluateurs le strict respect de l'horaire défini par l'arrêté du 19 février 2018 relatif au BTS Métiers de l'eau. Ainsi, la présentation du projet n'excédera pas **20 minutes** et sera immédiatement suivie d'un dialogue entre le candidat et le jury d'une durée de **30 minutes maximum**.

Au cours de cette épreuve, le candidat doit montrer sa capacité à **intégrer la dimension QSE dans le périmètre du projet technique**. Les objectifs de l'épreuve, les compétences C8 à C11 et les capacités évaluées sont détaillés dans les pages 60 et 61 du référentiel de certification. Cet ensemble d'item est reporté dans la grille d'évaluation dont **l'usage est exclusivement réservé aux évaluateurs**.

Le rapport du projet technique, au format numérique, sera remis par les candidats à leur centre d'examen le **10 mai 2024 au plus tard** et adressé aux membres des jurys **pour réception au plus tard le 17 mai 2024, délai de rigueur**. **Aucune pièce complémentaire ne peut être jointe au rapport passé le 10 mai 2024, y compris le jour de l'épreuve.**

Le livret de stage ou le cahier de bord sont des documents utilisés en formation mais non exigibles le jour de l'épreuve.

En cas de suspicion de plagiat :

- un procès-verbal de suspicion de fraude (modèle diffusé par le SIEC) est complété par les membres du jury sous la responsabilité du chef de centre ;
- le chef de centre envoie un mail de signalement de suspicion de fraude à sa DEC ;
- le candidat présente l'épreuve et est évalué sans que le jury tienne compte de l'éventuel plagiat ;
- à l'issue de sa soutenance, le candidat est reçu par le chef de centre qui l'informe du signalement. Il lui est demandé de signer le procès-verbal. La « notice à destination des candidats présumés fraudeurs » lui est remise à cette occasion.

Une réunion d'entente entre les jurys d'un même centre est indispensable avant le déroulement de l'épreuve et **une réunion d'harmonisation** doit clôturer la fin des épreuves. Ces réunions sont animées par le professeur coordonnateur.

- Lors de la réunion d'entente, le professeur coordonnateur doit s'assurer que tous les membres du jury partagent la même information quant aux modalités d'interrogation des candidats et quant aux descripteurs des niveaux de maîtrise NT, I, A et M de la grille d'évaluation (**annexe 10**), en particulier l'évaluation des compétences C8 à C11.

- L'harmonisation des notes entre les jurys permet de comparer les grilles et appréciations afin d'éviter au mieux les discordances entre les jurys. Le professeur coordonnateur anime la réunion d'harmonisation prévue à la fin de chaque journée, collecte les appréciations et les propositions de notes des candidats sur un tableau général. Il veille au respect par chaque membre du jury des principes d'équité de traitement des candidats et d'objectivité dans l'évaluation.

La grille ayant un statut de copie d'examen, toutes les rubriques doivent être complétées. Les appréciations seront factuelles, objectivées et en cohérence avec la proposition de note et la grille d'évaluation. Les sous-totaux devront être vérifiés pour éviter toute erreur de notation.

CONFIDENTIALITÉ

Il conviendra de tenir compte du caractère secret de certains domaines des métiers de l'eau et de l'obligation pour les candidats de ne pas divulguer des faits confidentiels appris au cours de leur stage ou lors de leur activité professionnelle.

Le jury veillera à ne pas mettre les candidats en difficulté sur cet aspect de leur formation en milieu professionnel. Concernant les informations contenues dans leur dossier, les candidats devront avoir obtenu l'accord de leur responsable de stage ou d'activité professionnelle au sein de l'entreprise. Il leur sera en outre rappelé que cette sous-épreuve ne saurait les libérer de l'obligation de respecter le secret professionnel.

Le responsable de l'entreprise pourra, s'il le juge utile, désigner une personne qui sera autorisée à assister, en tant qu'observateur, à la soutenance. Cette personne pourra éventuellement intervenir pour préserver le caractère confidentiel de certains éléments et pour éviter que ne s'instaure de ce fait une situation préjudiciable au candidat.